



**Friends of
the Earth
Europe**

pour les humains | pour la planète | pour l'avenir

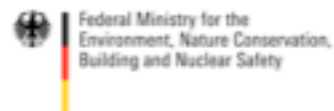


La surconsommation : une bombe à retardement

Echec de l'UE à mener une politique efficace dans l'utilisation des ressources

Avril 2015

Ce travail est soutenu par



Co-funded by
the European Union



Les institutions donatrices ne sont aucunement responsables de l'exactitude, de la précision et du caractère complet de l'information ou du respect des droits privés ou de tierces personnes. Les points de vue et opinions exprimés ne reflètent pas nécessairement ceux des institutions citées plus haut.

Traduction : Christian Berdot, Amis de la Terre France

Les Amis de la Terre Europe / Rue d'Edimbourg / 1050 Bruxelles / Belgique
Tel. +32 2 893 10 00 | Fax +32 2 893 10 35 | info@foeeurope.org www.foeeurope.org

Introduction

Le modèle actuel de croissance économique n'est pas soutenable sur une planète aux ressources finies. La consommation de L'Europe dépasse déjà largement la part de ressources naturelles qui lui revient, et a des conséquences destructrices pour les écosystèmes naturels et les sociétés humaines. Avec une population mondiale et des classes moyennes qui ne cessent de croître, et des pays en voie de développement qui développent leurs économies, l'accès aux ressources est – et restera – une cause de conflits.

Avec le retrait du paquet sur l'économie circulaire, c'est aussi l'élaboration d'une politique européenne efficace des déchets qui est stoppée. Celle-ci, contrairement à la politique relative aux déchets et à la conception, ne sera pas de nouveau déposée, à moins que les députés européens ou les états membres ne fassent entendre leurs voix. Dans son Programme de travail 2015, la Commission européenne organisait une conférence intitulée « Les terres comme ressource ». La non prise en compte des conclusions de cette conférence est un autre exemple de la tendance à faire passer au second rang la politique pour une utilisation efficace des ressources, dans la hiérarchie des priorités.

L'Europe est le continent qui dépend le plus des importations de ressources naturelles pour ses activités industrielles. Cela la rend d'autant plus vulnérable face aux fluctuations des prix et aux augmentations, comme on a pu le voir depuis le début de ce siècle¹. En effet, 40 % des coûts de fabrication sont dus aux matières naturelles, alors que 20 % sont dus à la main d'œuvre et 10 % à l'énergie². En tournant le dos à une politique aussi centrale, la Commission européenne met en péril l'économie européenne, ses emplois, l'environnement et le bien être de ses citoyens. Les députés européens et les états membres doivent exhorter la Commission pour qu'elle :

- **Elabore et mette en place les bilans terres, eau, matériaux et carbone**, afin de contrôler les niveaux d'utilisation des ressources et d'élaborer des objectifs de réduction. Ces indicateurs donnent des informations importantes sur l'utilisation des ressources et ses impacts.
- **Intégrer les Quatre Bilans dans les orientations générales**, comme le Semestre économique, en les intégrant également dans les évaluations d'impact des politiques.
- **Proposer la communication « Les terres comme ressource »**, comme le moyen d'élaborer l'indicateur du bilan terres et de définir un objectif spécifique pour réduire le bilan terres de l'Europe. Les niveaux actuels des besoins de l'Union européenne en terres pour l'alimentation des humains et des animaux, les carburants, les transports, les biens et services sont insoutenables et sont un obstacle aux objectifs relatifs aux droits écologiques, aux droits humains et aux droits au développement.

¹ Entre 2000 et 2011, les prix des ressources naturelles ont augmenté en moyenne de 147 %. Les prix de l'énergie ont augmenté de 190 %, les denrées alimentaires de 135 %. McKinsey Global Institute, Resource Revolution: Meeting the world's energy, materials, food, and water needs, November 2011, p.30,

http://www.mckinsey.com/insights/energy_resources_materials/resource_revolution

Depuis 2011, le FMI a signalé que le prix des biens a beaucoup baissé :

http://www.imf.org/external/np/res/commod/images/chart_lg.jpg

² Greenovate! Europe, 2012, Guide to resource efficiency in manufacturing

L'Europe ne s'adapte pas à cette réalité : les ressources sont limitées

Il est certes important de réduire les déchets, de rendre notre économie circulaire et de le faire de façon plus sociale, plus soutenable sur la plan écologique, mais une meilleure utilisation des ressources nécessite une approche plus globale. L'Europe est toujours un des continents qui consomment le plus, avec un bilan matériaux de 21 tonnes par habitant et par an³. Même si nous recyclions 100 % de nos déchets, notre consommation élevée et croissante de biens en Europe fait que notre demande en matières premières vierges se maintiendrait à des niveaux élevés. Par exemple, notre demande en aluminium – malgré des taux de recyclage allant de 62 % à 95 % - est si forte qu'elle ne peut être satisfaite uniquement par l'aluminium recyclé : en 2008, l'aluminium recyclé ne couvrait que 35 % de la consommation en Europe et la demande en aluminium vierge restait très forte⁴.

L'Europe ne pourra pas relever le déficit d'un monde aux ressources limitées, sans qu'une législation sur les déchets ne soit intégrée dans une stratégie plus large de réduction de notre consommation de ressources. La concurrence pour ces dernières est exacerbée, car les prix des matières premières continuent de fluctuer, les classes moyennes mondiales sont plus nombreuses et le monde doit faire face à une demande exponentielle pour la même quantité finie de ressources naturelles. Même si nous arrivions à mettre en place une économie circulaire, cela ne suffirait pas pour compenser le fait que nous vivons, collectivement, au-dessus du « budget » de la planète. Cela a des conséquences irréversibles à la fois pour la nature et pour les Humains. Nos écosystèmes sont sollicités au-delà de leur capacité de renouvellement, ce qui entraîne perte de biodiversité, érosion des sols et changements climatiques.

La mise en place d'une économie circulaire ne suffit pas. L'Europe porte une lourde responsabilité et doit agir. En effet, parmi les 20 pays plus gros consommateurs, qui consomment à eux seuls 75 % de tous les matériaux consommés mondialement, on retrouve de nombreux pays européens. A l'opposé, les cent pays avec la consommation la plus faible consomment à eux tous, seulement 1,5 % des matériaux de la planète⁵. C'est donc un *impératif*, ainsi qu'une question de *justice* pour l'Union européenne que d'élaborer les outils et les politiques qui nous permettent de conserver une bonne qualité de vie tout en consommant moins.

³ En 2007, le bilan matériaux de l'Europe était de 21 tonnes par habitant, soit 8 tonnes de plus que ce qui est extrait en Europe. Avec l'Europe, les deux plus importants consommateurs sont l'Amérique du Nord et l'Australie, avec respectivement 48 et 29 tonnes de matériaux par habitant en 2007. Tukker, A; Bulavskaya, T; Giljum, S, et al, The Global Resource Footprint of Nations: carbon, water, land and materials embodied in trade and final consumption :

http://creea.eu/index.php/documents2/cat_view/16-creea-booklet

⁴ Les taux de recyclage de l'aluminium en Europe sont élevés, allant de 62 % pour les canettes de boissons, à 65 % pour le bâtiment et les transports. En 2008, l'aluminium recyclé de l'UE27 représentait 35 % de la consommation apparente. Données de la European Aluminium association, 2010 – Commission européenne, DG ENTR, annexes V du rapport du groupe de travail ad hoc :

http://ec.europa.eu/enterprise/policies/raw-materials/files/docs/annex-v_en.pdf

⁵ Dittrich, M.; Gilium, S; Lutter, S; Polzin: Green economies around the world? Implications of resource use for development and the environment, 2012 : http://seri.at/wp-content/uploads/2012/06/green_economies_around_the_world.pdf

Vous ne pouvez pas gérer ce que vous ne mesurez pas

Toutes les institutions de l'Union européenne ainsi qu'un large éventail d'acteurs publics et privés s'accordent sur la nécessité de mesurer l'utilisation des ressources avec des indicateurs basés sur la consommation de terres, d'eau, de matériaux et les émissions de gaz à effet de serre. C'est ce que préconisent notamment le 7^{ème} Programme d'Action pour l'Environnement⁶, la Feuille de route pour une Europe utilisant efficacement les ressources⁷ et le Manifeste de la Plateforme européenne pour une utilisation efficace des ressources⁸. Malheureusement, la Commission actuelle a décidé d'abandonner l'élaboration de ces outils et ne met en place que l'indicateur de productivité des ressources (PIB/Consommation de matières premières).

Etant donné que les indicateurs de la productivité des ressources sont liés au PIB, les pays les plus riches apparaîtront toujours comme plus « soutenables », malgré leur forts niveaux de consommation de ressources. De plus, l'adoption d'une approche axée sur la productivité renforcera les pratiques habituelles, à la fois la croissance économique et la croissance de la consommation de ressources. Entre 1980 et 2005, par exemple, l'économie mondiale a accru la productivité des ressources, en augmentant de 30 %, la quantité de valeur créée par unité de matériaux consommés. Malgré ces progrès, l'extraction mondiale de matériaux a augmenté de 80 % durant la même période.

Compte tenu des coûts sociaux et écologiques très élevés causés par la consommation de ressources, l'Europe doit prendre l'initiative de mettre en place sur l'ensemble de son territoire, une stratégie ambitieuse et équitable concernant l'utilisation des ressources, en commençant par mesurer notre consommation de matériaux, de terres et d'eau, ainsi que les émissions de gaz à effet de serre, au moyen des quatre bilans :

- **utilisation de terres**, en hectares, y compris celles situées hors de l'UE et utilisées pour produire des produits importés.
- **matériaux**, en tonnes, y compris ceux situés hors de l'UE et utilisés pour produire des produits importés.
- **volumes d'eau utilisés**, en litres, y compris ceux situés hors de l'UE et utilisés pour produire des produits importés.
- **émissions de gaz à effet de serre**, en équivalent CO₂, y compris celles émises hors de l'UE pour produire des produits importés⁹.

⁶ Priorités thématiques 2.iv : « élaborer des méthodes de mesure et d'analyse comparative d'ici à 2015 pour l'utilisation efficace des terres, du carbone, des eaux et des matériaux et évaluer la pertinence de l'introduction d'un indicateur et d'un objectif clés dans le cadre du semestre européen », <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32013D1386&from=FR>

⁷ "Because this provisional lead indicator only gives a partial picture, it should be complemented by a 'dashboard' of indicators on water, land, materials and carbon" page 21, http://ec.europa.eu/food/safety/food_waste/library/docs/com2011_571_en.pdf

⁸ « Nous exhortons les Etats membres et la Commission à commencer à calculer la consommation de matières premières de chaque état membre, d'ici la fin de 2014, sur des principes convenus. Les bilans et autres indicateurs de l'utilisation du carbone, des terres, et de l'eau doivent atteindre un niveau adapté de solidité et de pertinence politique », http://ec.europa.eu/environment/resource_efficiency/documents/erep_manifesto_and_policy_recommendations_31-03-2014.pdf

⁹ Amis de la Terre Europe : The Four Footprints: Increasing our resource efficiency, reducing our social & environmental impacts, Mars 2014, <http://www.foeeurope.org/sites/default/files/foee-briefing-four-footprints.pdf>

Ces indicateurs s'appliquent au cycle de vie et tiennent donc compte des ressources utilisées dans les produits importés ou exportés. On peut ainsi saisir des déplacements possibles des pressions écologiques en lien avec la production ou la consommation domestique, ailleurs dans le monde. Ils permettent aussi de faire directement le lien avec des problèmes de développement ou sociaux, comme la pauvreté en ressources et la nécessité d'une répartition équitable des ressources mondiales.

Mesurer l'efficacité de l'utilisation des ressources, dans les évaluations d'impact

L'Union européenne continue d'adopter et d'appliquer des politiques qui nous éloignent d'une utilisation soutenable des ressources. Pour enrayer cette tendance, les bilans terres, eau, carbone et matériaux devraient être incorporés dans les évaluations d'impact, de sorte que la réduction de la consommation de ressources devienne partie intégrante du processus de décision politique.

Par exemple, si les objectifs sur les agrocarburants sont fixés en ne tenant uniquement compte que du carbone, on ignore l'accroissement des besoins en terres agricoles qui en découle, ce qui provoque des problèmes inattendus qui sapent l'efficacité des objectifs¹⁰. Pour éviter de tels écueils, les politiques relatives aux déchets doivent aussi évaluer les impacts sur les bilans matériaux, terres, eau et carbone de l'Europe.

Efficacité des principales ressources grâce au Semestre européen

Les questions écologiques abordées dans l'actuel Semestre européen ne portent que sur les climats et l'énergie¹¹, alors que des problèmes comme la biodiversité, l'efficacité dans l'utilisation des ressources, la gestion de l'eau et des déchets, sont absents ou laissés de côté. Le Semestre européen doit être élargi et « verdi », afin de fournir une meilleure vision générale des progrès accomplis par l'Europe dans l'utilisation des ressources. Pour cette raison, un indicateur de la consommation globale de ressources (de préférence l'indicateur de Consommation de matières premières, comme il est actuellement mesuré par Eurostat) devrait être ajouté au Semestre européen.

Nous avons besoin d'une interprétation plus globale des domaines prioritaires fixés dans l'Analyse annuelle de la croissance, avec des mesures qui favorisent la transition vers une Europe efficace dans l'utilisation des ressources. Il est nécessaire aussi de renforcer le rôle du Parlement européen qui doit s'assurer de la cohérence des politiques entre le Semestre européen et d'autres documents stratégiques européens, comme la Feuille de route pour une utilisation efficace des ressources.

¹⁰ Amis de la Terre Europe, exposé : Understanding the biofuel trade-offs between Indirect land use change (ILUC), hunger and poverty, 2 Juillet 2013, <http://www.foeeurope.org/biofuel-trade-offs-iluc-hunger-poverty-020713>

¹¹ Par exemple, réforme fiscale écologique, énergie, électricité et infrastructures de transport, énergies renouvelables, élaboration du marché de l'énergie et avancées vers des objectifs de réductions des gaz à effet de serre, IEPP, *ibid.* Institute for European Environmental Policy (IEEP), 'The European Semester: Assessing Progress To Date: A report for the Greens/EFA Group in the European Parliament', Décembre 2013, http://www.greens-efa.eu/fileadmin/dam/Documents/Publications/GND/ENVIR_POLICY_web.pdf, et IEPP, 'How green is the European Semester process?' presentation, 29 Janvier 2014, European Parliament, http://www.ieep.eu/assets/1328/IEEP_Environment_in_the_European_Semester_EP_29_Jan_2014.pdf

Utiliser le cadre économique pour encourager l'efficacité dans l'utilisation des ressources

L'Union européenne doit agir très rapidement pour revenir sur les subventions nuisibles pour l'environnement, afin de créer un cadre qui incite à la préservation et à une meilleure utilisation des ressources. Cela facilitera des gains d'efficacité dans l'utilisation des ressources, aidera à s'attaquer aux conséquences écologiques néfastes, libèrera de l'argent public et créera des incitations pour l'éco-innovation¹². Pour atteindre une économie « zéro déchet » et efficace dans l'utilisation des ressources, il est absolument essentiel de taxer les atteintes à l'environnement, comme les déchets et les pollutions, au lieu de les subventionner, comme c'est actuellement le cas pour l'incinération¹³.

De plus, l'Europe a besoin d'une réforme fiscale qui fasse passer le poids de l'impôt, du travail vers la consommation des ressources, ce qui favorisera des activités très demandeuses en main d'œuvre, comme le réemploi ou la réparation, et rendra la consommation de nouveaux produits moins intéressante. Dans la zone Euro les impôts sur le travail s'élèvent à 53,3 % du total des recettes fiscales, contre 5,7 % pour les taxes écologiques¹⁴.

D'autre part, le taux de chômage reste toujours très élevé avec plus de 20 % des jeunes sans emploi en Espagne et en Grèce¹⁵. Les taxes écologiques ont moins d'inconvénients économiques par unité de revenu que les impôts directs (sur le revenu) ou les impôts indirects, tout en présentant d'autres avantages¹⁶. Les pays européens devraient donc avancer dans la réforme de la fiscalité écologique en faisant passer le poids de la fiscalité, du travail vers les ressources, et réorienter les fonds de l'extraction des matériaux et des infrastructures matérielles non soutenables, comme l'incinération, vers la prévention des déchets, le réemploi, la préparation pour le réemploi, les infrastructures et activités de recyclage.

¹² Withana, S., ten Brink, P., Franckx, L., Hirschnitz-Garbers, M., Mayeres, I., Oosterhuis, F., and Porsch, L. (2012). Study supporting the phasing out of environmentally harmful subsidies. A report by the Institute for European Environmental Policy (IEEP), Institute for Environmental Studies – Vrije Universiteit (IVM), Ecologic Institute and VITO for the European Commission – DG Environment. Final Report. Brussels. 2012. http://ec.europa.eu/environment/enveco/taxation/pdf/report_phasing_out_env_harmful_subsidies.pdf

¹³ L'incinération des déchets biogènes (papier, carton, déchets alimentaires, textiles, etc.) est considérée comme une forme d'énergies renouvelables dans la Directive relative aux énergies renouvelables (2009/28/EC). Elle est ainsi subventionnée de façon pernicieuse, alors que ces subventions sont incompatibles avec les engagements de la hiérarchie des déchets de la Directive-cadre relative aux déchets, notamment avec la préférence affirmée pour la prévention, le réemploi et le recyclage par rapport à l'incinération. L'incinération reçoit ainsi des dizaines de millions d'euros de subventions annuelles sous couvert « d'énergies renouvelables », provoquant plus d'émissions de gaz à effet de serre que les alternatives situées plus haut dans la hiérarchie des déchets.

¹⁴ European Union, Taxation Trends in the European Union. Eurostat Statistical Books. http://ec.europa.eu/taxation_customs/resources/documents/taxation/gen_info/economic_analysis/tax_structures/2014/report.pdf2014

¹⁵ Eurostat (Mars 2015) : http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Unemployment_statistics#Recent_developments_in_unemployment_at_a_European_and_Member_State_level

¹⁶ <http://www.foes.de/internationales/green-budget-europe/gbe-projekte/cetrie/?lang=en>

Le coût de l'inaction. Un « Rapport Stern pour les ressources »

Les institutions de l'Union européenne ne donnent pas aux politiques relatives à l'utilisation des ressources, l'importance nécessaire, car il n'y a pas assez de données probantes sur ce qui est en jeu. Les incohérences et contradictions des politiques actuelles mettent en péril les initiatives intéressantes - dans la recherche et le domaine politique - qui abordent l'utilisation des ressources en Europe. Un devoir fondamental des institutions de l'Union européenne est de protéger l'économie et plus largement le bien-être de ses citoyens, tout en protégeant l'environnement, tâche qui ne sera possible qu'avec une bonne compréhension du degré de dépendance de l'Europe par rapport aux ressources et ce que cela entraîne comme conséquences économiques.

En 2006, le Royaume-Uni publiait l'étude de l'économiste Nicholas Stern, sur les aspects économiques du changement climatique. Ce rapport comparait les coûts qu'engendrerait la prise de mesures pour réduire les émissions de CO₂, avec ce que coûterait l'inaction. Le *Rapport Stern* concluait que le meilleur moyen de préserver la santé économique à long terme du Royaume-Uni et de l'Europe était de prendre des mesures pour éviter les changements climatiques, plutôt que des mesures pour s'y adapter. Ce rapport a, depuis sa publication, influencé les politiques climatiques et écologiques dans le monde. Le principal argument était que l'action revenait bien moins cher que l'inaction. Dans un contexte où les coûts pour les entreprises sont instables et où règne l'insécurité sur les approvisionnements, l'Union européenne refuse d'agir sur ses politiques relatives aux ressources.

L'Europe doit avoir une perspective à long terme lorsqu'il s'agit des ressources. Pour cela, elle devrait élaborer un « Rapport Stern des ressources », qui permettrait aux décideurs politiques, à la fois de prendre conscience de ce qui est en jeu et de réaliser combien une bonne gestion des ressources est meilleure non seulement sur le plan écologique et social, mais aussi économique. Un « Rapport Stern des ressources » guiderait les décideurs politiques pour élaborer le bon équilibre entre politique et gouvernance, afin d'assurer résilience économique, protection de l'environnement et bien-être de chacun.



**Friends of
the Earth
Europe**

Amis de la Terre Europe

Groupes membres

Allemagne	Bund für Umwelt und Naturschutz Deutschland (BUND) Friends of the Earth
Angleterre, Pays de Galles et Irlande du Nord	
Autriche	Global 2000
Belgique (Wallonie et Bruxelles)	Les Amis de la Terre
Belgique (Flandres et Bruxelles)	Voor Moeder Arde
Bulgarie	Ecoglasnost
Croatie	Zelena Akcija
Chypre	Friends of the Earth
Danemark	NOAH
Ecosse	Friends of the Earth Scotland
Espagne	Amigos de la Tierra
Estonie	Eesti Roheline Liikumine
Finlande	Maan Ystävät Ry
France	Les Amis de la Terre
Géorgie	Sakharvelos Mtsvaneta Modzraoba
Hongrie	Magyar Természetvédok Szövetsége
Irlande	Friends of the Earth
Italie	Amici della Terra
Lettonie	Latvian-vides Aizsardzibas Klubs
Lituanie	Lietuvos Zaliuju Judėjimas
Luxembourg	Mouvement Ecologique
Macédoine	Dvizhenje na Ekologistite na Makedonija
Malte	Moviment ghall-Ambient
Norvège	Norges Naturvernforbund
Pays-Bas	Vereniging Milieudéfensie
Pologne	Polski Klub Ekologiczny
République tchèque	Hnuti Duha
Slovaquie	Priatel'ia Zeme-Slovensko
Suède	Miljöförbundet Jordens Vänner
Suisse	Pro Natura
Ukraine	Zelenyi Svit

Les Amis de la Terre / Friends of the Earth Europe font campagne pour des sociétés justes et soutenables et pour la protection de l'environnement. Ils réunissent 30 organisations nationales, des milliers de groupes locaux et font partie du plus grand réseau écologiste mondial, Friends of the Earth International.